

ARTICLE 7.

L'assemblée des représentans sera convoquée, aussi souvent que l'administration du pays le rendra utile ou nécessaire, et en particulier dans le cas, où il s'agirait de changemens à introduire dans le budget en vigueur.

ARTICLE 8.

L'utilité ou la nécessité de cette convocation devra toujours être reconnue au préalable par les **Trois Hautes Cours Protectrices**.

ARTICLE 9.

L'assemblée des représentans ne pourra jamais et sous aucun prétexte, délibérer sur d'autres objets, que sur ceux, qui seront soumis à son examen et à sa décision par le **Sénat**, et que celui-ci lui fera parvenir par l'organe du président de l'assemblée.